

**Au Sahel, en  
Afrique de  
l'Ouest et au  
Cameroun**

**Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire et  
nutritionnelle aiguë en mars-mai 2021 et en juin-août 2021**

Créé en Avril 2021

**Principaux résultats pour les zones  
touchées par l'Insécurité Alimentaire et  
Nutritionnelle.**



**Consommation alimentaire :**

La consommation alimentaire est acceptable dans la plupart des zones analysées. Toutefois, dans certaines zones, elle reste déficitaire et risque même de se détériorer en période de soudure (juin à août 2021). Il s'agit notamment des zones en insécurité (Burkina Faso, Liptako Gourma, Région du lac Tchad, ouest du Cameroun, nord-est et nord-ouest du Nigeria) et dans celles confrontées à une situation économique difficile (Sierra Leone et Liberia).



**Evolution des moyens  
d'existence :**

les avoirs relatifs aux moyens d'existence continuent d'être impactés négativement par les conséquences de la pandémie de la COVID-19. En outre, l'insécurité civile ainsi que la recrudescence du banditisme continuent de fragiliser les moyens d'existence dans les zones affectées. Au Liberia, en Sierra Leone, au Ghana et au Nigéria, la dépréciation des monnaies locales, occasionnant une inflation, détériore le pouvoir d'achat des ménages ainsi qu'une contraction des exportations.



**Nutrition :** Les prévalences de la malnutrition aiguë sont toujours alarmantes avec des valeurs dépassant le seuil de 10% dans plusieurs zones au Mali, au Burkina Faso, au Tchad, au Nord - Est du Nigeria et au Niger. Dans certaines zones du Sud-Est du Niger, les prévalences dépassent le seuil de 15%. Le risque de détérioration de l'état nutritionnel des enfants et des femmes accroît avec la baisse de la fréquentation des structures de santé (en lien avec la persistance de la pandémie COVID-19) mais aussi avec la fermeture de structures sanitaires dans les zones affectées par la crise sécuritaire.

La disponibilité alimentaire est relativement satisfaisante, en raison des bonnes productions enregistrées en fin de campagne agricole 2020-2021 grâce à des conditions agro-climatiques favorables. Toutefois, les pluies diluviennes enregistrées en fin août/début septembre 2020, ont causé des inondations meurtrières et détruit des infrastructures et des cultures dans plusieurs pays, particulièrement au Niger, au Nigeria, au Cameroun, au Tchad, au Burkina Faso et au Mali.

Les conséquences de la pandémie de la COVID-19 et le ralentissement des demandes locales, régionales et internationales ont conduit à des baisses importantes de certaines productions de culture de rente (production du coton en baisse de plus de 7% au niveau régional), entraînant ainsi une réduction des revenus et un accès limité à la nourriture dans les zones concernées.

L'approvisionnement des marchés est satisfaisant, grâce à la bonne disponibilité des productions. Cependant, dans le Bassin central, on note un repli de l'approvisionnement des marchés, du fait d'une baisse de la production agricole locale dans les zones d'insécurité, d'une rétention de stocks au niveau des producteurs et de certains commerçants et enfin à cause d'une diminution des importations de maïs, comparativement à l'année 2020. La même situation est observée au Bénin, avec le recul de la production de maïs et de tubercules.

Les perturbations du fonctionnement des marchés locaux sont observées dans les zones affectées par les conflits persistants dans le bassin du Lac Tchad, la région du Liptako-Gourma, la région du Tibesti au Tchad, le nord-ouest et le centre-nord du Nigéria, et les régions du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun. La situation sécuritaire demeure toujours une préoccupation majeure dans les zones du Lac Tchad, du Liptako Gourma (zone des 3 frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali), au centre et au nord-ouest du Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto et l'Etat du Niger). Dans ces zones, l'accès à la terre est limité, avec pour corollaire la réduction des surfaces cultivées, la baisse des capacités de productions agropastorales, la perte des moyens d'existence des ménages y compris la destruction d'infrastructures sociales (écoles, centre de santé, marchés...). L'accès aux facteurs de production (main-d'œuvre, intrants et matériel agricoles, capitaux) reste également très limité, dans la plupart de ces zones.

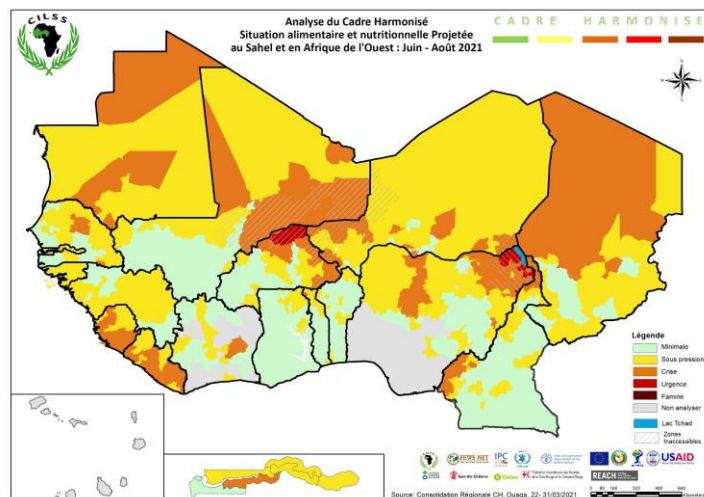
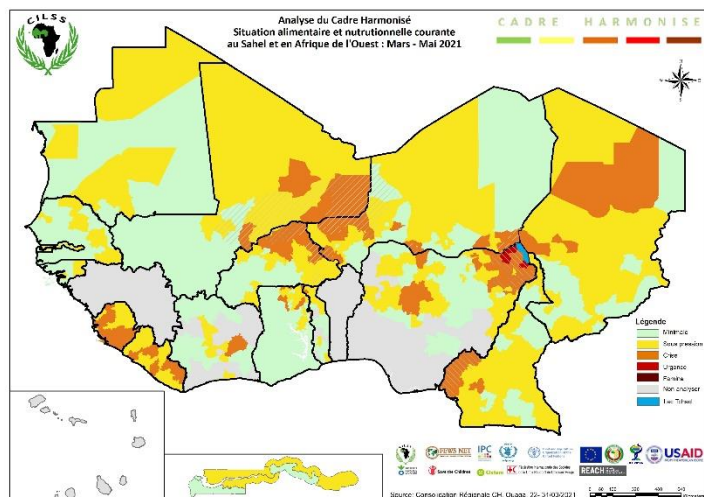
L'insécurité civile engendre des mouvements importants de populations, dont les déplacés internes sont estimés à 5.6 millions de personnes dont 3 millions au Nigeria, 1million au Burkina Faso, 430 000 au Tchad, 381 000 au Niger et 340 000 au Mali.

Les prix des produits alimentaires restent globalement en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années dans toute la région. Les hausses observées sont de l'ordre de 19 à 27% pour le maïs, de 18 à 25% pour le mil, de 14 à 20% pour le sorgho, de 15 à 23 % pour le riz local et de 12 à 17% pour le riz importé. Au Liberia et en Sierra Leone, le ralentissement économique et la forte inflation continuent de dégrader les capacités des ménages pauvres et très pauvres à accéder adéquatement à la nourriture, limitant ainsi leur niveau de consommation alimentaire en quantité et en qualité, et entraînant par ailleurs l'érosion de leurs moyens d'existence.

Sur le plan pastoral, malgré les bonnes pluies enregistrées au cours de la saison hivernale 2020-2021, les restrictions liées aux mouvements de la transhumance et le renforcement des contrôles de sécurité dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la COVID-19 pourraient réduire la mobilité des animaux vers les pays du golfe de Guinée de même que le commerce transfrontalier. En outre, l'aggravation de l'insécurité dans les régions du Liptako Gourma et du lac Tchad exacerbe la vulnérabilité des ménages pastoraux.



## Cartes courante et projetée



## Principaux résultats de l'analyse

### Combien de zones sont identifiées en insécurité alimentaire et nutritionnelle et où sont-elles localisées ?

Le processus d'analyse CH - cycle de mars 2021 - a couvert 14 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest ainsi que le Cameroun. En période courante, 884 zones ont été analysées sur l'ensemble de ces 14 pays. Il faut noter que pour ce cycle, la situation courante n'a pas été analysée au Bénin, en Guinée et au Cabo Verde à cause de l'indisponibilité des données nécessaires à l'analyse disponibles tandis que la Guinée a conduit sa session d'analyse au-delà des périodes retenues pour les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, pour le Bénin, la projection de la période juin-août 2021, réalisée en novembre 2020, a pu être maintenue.

**Tableau 1 : répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité**

Pays	# zones analysées	Nombre de zones situation courante : mars-mai 2021					# zones analysées	Nombre de zones en situation projetée : juin-août 2021				
		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5		Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Bénin	-	-	-	-	-	-	65	50	15	-	-	-
Burkina Faso	45	20	16	9	0	0	45	16	16	11	2	0
Cote d'Ivoire	19	13	4	2	0	0	19	11	6	2	0	0
Gambie	8	4	4	0	0	0	8	3	4	1	0	0
Guinée	-	-	-	-	-	-	33	14	19	-	-	-
Guinée Bissau	8	7	1	0	0	0	8	1	7	0	0	0
Ghana	55	26	21	8	0	0	55	39	16	0	0	0
Libéria	16	0	9	7	0	0	16	0	5	11	0	0
Mauritanie	48	28	20	0	0	0	48	2	32	14	0	0
Mali	57	39	12	6	0	0	57	32	13	12	0	0
Niger	73	26	33	14	0	0	73	9	44	20	0	0
Nigéria	332	148	130	50	4	0	369	72	220	69	8	0
Sénégal	45	37	8	0	0	0	45	22	21	2	0	0
Sierra Leone	14	0	6	8	0	0	14	0	6	8	0	0
Tchad	69	21	39	9	0	0	69	12	33	24	0	0
Togo	37	20	16	1	0	0	37	23	13	1	0	0
Total SAO	826	389	319	114	4	0	960	322	453	175	10	0
Cameroun	58	11	33	14	0	0	58	33	15	10	0	0
Total SAO et CMR	884	400	352	128	4	0	1019	339	485	185	10	0

Le résultat de l'analyse de la période courante dans 884 zones laisse apparaître 128 zones en crise (phase 3) et quatre zones en urgence (phase 4) qui concernent toutes localisées de l'Etat de Borno, au Nigéria. La situation alimentaire et nutritionnelle pourrait se dégrader dans la région pendant la période projetée marquée par la soudure alimentaire dans la majorité des pays de la région. Ainsi, sur un total de 1 019 zones analysées, 185 seraient en crise (Phase 3) et 10 en urgence (Phase 4) dont (08) dans le nord-est du Nigéria et (2) dans la région du Sahel au Burkina Faso qui correspondent à des zones affectées par l'insécurité civile. L'augmentation des zones analysées en phase projetée est due à la prise en compte du Bénin et de la Guinée où les projections du dernier cycle de novembre 2020 ont été comptabilisées.



## Estimation des populations par phase sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

### Situation courante : mars-mai 2021

En situation courante (mars-mai 2021), plus de 22,2 millions de personnes sont classées en phase crise à pire dans l'ensemble des 15 pays concernés. Plus des quatre cinquièmes (82%) de ces populations se trouvent au Nigéria (9,2 millions), au Cameroun (2,6 millions), au Burkina Faso (2,1 millions), au Niger (1,6 million), en Sierra Leone (1,5 million) et au Tchad (1,3 millions). Au total, plus de 57 millions de personnes sont en phase sous-pression. L'importance du nombre de personnes en phase 3 ou plus, observé lors du cycle d'analyse de novembre 2020, se confirme dans les pays côtiers comme le Ghana (962 902 personnes), le Libéria (772 873 personnes) et la Côte d'Ivoire (487 290 personnes). Par ailleurs, on retrouve d'importantes populations en urgence (phase 4), notamment au Nigéria, au Cameroun, au Burkina Faso, au Niger, au Libéria et au Tchad (tableau 2).

**Tableau 2 : Répartition des populations estimées selon le pays et la phase, en situation courante (Mars – Mai 2021)**

Pays	Population totale	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Bénin	9 003 837	-	-	-	-	-	-
Burkina Faso	21 706 163	15 884 068	3 745 776	1 898 955	177 364	-	2 076 319
Cote d'Ivoire	12 757 736	10 101 534	2 168 912	443 749	43 542	-	487 290
Gambie	2 455 839	2 025 124	365 305	65 410	-	-	65 410
Guinée	11 115 573	-	-	-	-	-	-
Guinée Bissau	1 319 425	1 085 967	165 331	68 127	-	-	68 127
Ghana	30 955 204	26 542 200	3 450 102	935 221	27 681	-	962 902
Libéria	4 714 178	2 541 792	1 399 513	672 602	100 272	-	772 873
Mauritanie	4 271 197	3 333 129	721 234	216 834	-	-	216 834
Mali	21 112 001	16 988 771	3 256 239	837 144	29 847	-	866 990
Niger	22 752 775	16 695 949	4 435 613	1 519 342	101 871	-	1 621 213
Nigéria	99 161 438	66 919 551	23 045 764	8 702 777	493 345	-	9 196 122
Sénégal	17 215 426	14 514 144	2 403 220	294 266	3 797	-	298 063
Sierra Leone	8 100 318	4 195 687	2 403 510	1 501 121	-	-	1 501 121
Tchad	15 375 866	11 416 303	2 683 372	1 180 175	96 016	-	1 276 191
Togo	5 932 378	4 684 375	1 010 070	236 420	1 514	-	237 934
Total SAO	267 829 944	196 928 596	51 253 959	18 572 142	1 075 247	-	19 647 390
Cameroun	25 931 268	17 458 393	5 847 403	2 364 914	260 558	-	2 625 472
Total SAO et CMR	293 761 212	214 386 988	57 101 362	20 937 056	1 335 806	-	22 272 862

## SITUATION PROJETEE : Juin - août 2021

Près de 29 millions de personnes (tableau 3) pourraient être touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 17 pays analysés. Le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million dans 7 pays avec près de 12,8 millions au Nigéria, 2,9 millions au Burkina Faso, 2,3 millions au Niger, 1,9 millions au Cameroun, 1,8 millions au Tchad, 1,8 millions en Sierra Leone et 1,3 millions au Mali. Au demeurant, plus de 71 millions de personnes seront en phase sous pression. L'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait plus de 2,1 millions de personnes particulièrement au Nigeria (798 482), au Burkina Faso (344 370), au Cameroun (220 601) et au Niger (217 945). Elle affecterait également d'autres pays, entre autres, le Tchad (165 410), le Libéria (163 331) et la Sierra Leone (89 991).

**Tableau 3 : Répartition des populations estimées, selon le pays et la phase, en situation projetée (Juin-Aout 2021)**

juin - août 2021							
Pas	Population analysée	Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
Bénin	9 003 837	7 285 823	1 436 375	281 638	-	-	281 638
Burkina Faso	21 706 163	14 074 879	4 764 223	2 522 691	344 370	-	2 867 061
Cote d'Ivoire	12 757 736	9 688 098	2 489 010	521 857	58 771	-	580 628
Gambie	2 455 839	1 855 578	486 542	113 720	-	-	113 720
Guinée	11 115 573	8 262 248	2 169 692	683 633	-	-	683 633
Guinée Bissau	1 319 425	933 275	285 567	100 582	-	-	100 582
Ghana	30 955 204	28 231 433	2 314 703	407 746	1 323	-	409 069
Libéria	4 714 178	2 264 674	1 510 122	776 050	163 331	-	939 381
Mauritanie	4 271 197	2 895 722	891 325	462 342	21 808	-	484 151
Mali	21 112 001	15 720 652	4 084 276	1 245 569	61 504	-	1 307 073
Niger	22 752 775	14 707 745	5 735 892	2 091 192	217 945	-	2 309 137
Nigéria	107 585 705	64 070 814	30 698 269	12 018 140	798 482	-	12 816 622
Sénégal	17 215 426	13 594 874	3 130 040	484 018	6 494	-	490 512
Sierra Leone	8 100 318	3 512 039	2 825 745	1 672 544	89 991	-	1 762 534
Tchad	15 375 866	10 294 234	3 303 003	1 613 220	165 410	-	1 778 630
Togo	5 932 378	4 769 694	958 550	202 621	1 514	-	204 135
<b>Total SAO</b>	<b>296 373 621</b>	<b>202 161 781</b>	<b>67 083 335</b>	<b>25 197 562</b>	<b>1 930 943</b>	-	<b>27 128 506</b>
<b>Cameroun</b>	<b>25 931 268</b>	<b>19 493 119</b>	<b>4 517 348</b>	<b>1 700 201</b>	<b>220 601</b>	-	<b>1 920 802</b>
<b>Total SAO et CMR</b>	<b>322 304 889</b>	<b>221 654 900</b>	<b>71 600 682</b>	<b>26 897 763</b>	<b>2 151 544</b>	-	<b>29 049 307</b>



### Facteurs déterminants et limitants

**DANGERS ET VULNERABILITE** : la région ouest africaine, et le Sahel en particulier, est soumise à une panoplie de facteurs qui expliquent l'aggravation d'une situation alimentaire et nutritionnelle déjà fragile en dépit d'une campagne agricole 2020-2021 jugée moyenne à bonne. En effet, la persistance des conflits et des situations d'insécurité, la problématique de l'accès aux ressources et les effets négatifs de la pandémie de la COVID 19 ont engendré une détérioration de moyens d'existence et des conditions de vie des populations.

Les situations de conflits et la persistance des attaques de groupes armés continuent de persister dans les différentes zones de la région, engendrant des déplacements importants de populations. Les zones les plus affectées par ces conflits, considérés comme l'un des facteurs les plus déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région, restent le Liptako Gourma (la zone des trois frontières de Mali, du Niger et du Burkina Faso), la zone du bassin du Lac Tchad avec une intensification des attaques des groupes armés et enfin, dans l'ouest et le Centre Nord du Nigeria où le phénomène d'enlèvements et de séquestration est de plus en plus fréquent contribuant à nourrir un climat d'insécurité. Par ailleurs, les effets résiduels de la COVID 19 continuent de détériorer les conditions de vie des populations, déjà affectées par une morosité économique et une forte inflation persistante, notamment au Liberia, en Sierra Leone et au Nigeria. En

outre, dans les zones urbaines, la baisse du pouvoir d'achat des populations pauvres constitue un facteur déterminant qui limite l'accessibilité à une alimentation suffisante et nutritive.

**DISPONIBILITE** : la campagne agricole 2020-2021 a bénéficié de bonnes conditions agro-climatiques. La production agricole est globalement bonne dans la région, à l'exception des zones d'insécurité où l'accès à la terre et aux intrants est limité. Dans le Bassin Ouest, les marchés agricoles de la Gambie et du Sénégal sont correctement approvisionnés en céréales (mil, maïs, riz importé, riz local décortiqué) et en produits de rente (arachide, niébé). Ce niveau d'approvisionnement s'explique par les bonnes productions agricoles enregistrées au cours de la campagne agricole 2020/2021 et les prix rémunérateurs de l'arachide au Sénégal. Dans les autres pays du bassin (Sierra Leone et Liberia), les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires importés, même si les prix restent toujours en hausse

Dans le Bassin Central, la disponibilité pour l'ensemble des produits est satisfaisante, en raison d'une production globalement bonne issue de la campagne agricole 2020/2021. L'approvisionnement est assuré en majorité par les productions nationales. Le niveau d'approvisionnement des marchés est toutefois globalement en baisse par rapport à son niveau de 2020 à la même période. Cette baisse est due selon certains acteurs à une baisse de production par endroit consécutive à la situation sécuritaire ayant contraint un grand nombre de producteurs à se déplacer, à une rétention de stocks au niveau des producteurs et de certains commerçants, ainsi qu'à la baisse des importations de maïs à cause des conséquences de la pandémie de COVID-19 et à une faible contribution des apports de la Côte d'Ivoire aux flux régionaux.

Dans le Bassin Est, on observe un bon niveau d'approvisionnement et des stocks en céréales et en tubercules au Nord-Ouest et Nord Est du Nigeria comparativement au Centre Nord. Au Bénin, l'approvisionnement en maïs et les tubercules est jugé faible sur l'ensemble des marchés par les acteurs, en raison du recul du niveau de la production locale en céréales. S'agissant du riz importé et du riz local, les approvisionnements sont jugés moyens. Au Niger et au Tchad, l'approvisionnement des marchés en denrées de base est globalement satisfaisant.

**ACCES** : les prix sont en hausse de plus de 10% par rapport à la moyenne quinquennale dans la moitié des pays de la région. Dans le bassin Ouest, on observe toutefois, une stabilité des prix comparativement à l'année 2020 même si les prix restent toujours en hausse de 15% comparativement à la moyenne. Le bassin central connaît une hausse des prix, surtout accentuée par la demande locale et régionale. La hausse se situe autour de 13% vs 8% pour la période écoulée. Dans le bassin Est, la hausse des prix des céréales est beaucoup plus marquée particulièrement au Niger, au Bénin et au Nigeria. L'accès alimentaire est affecté par la baisse des revenus et une réduction du pouvoir d'achat des ménages, dans des pays tels que le Liberia et la Sierra Leone. Dans les zones affectées par les conflits, notamment le Liptako Gourma, l'accès alimentaire est amoindri par l'insécurité persistante.

**UTILISATION** : La situation nutritionnelle reste une fois de plus préoccupante dans la région, en particulier dans la plupart des pays du Sahel. En 2021 encore, la situation nutritionnelle des enfants au Sahel reste alarmante avec des prévalences de malnutrition aiguë globale oscillant entre 10 et 15% avec des contrastes dans certains pays, où certaines zones se les prévalences de la malnutrition aiguë globale sont classées en phase crise à urgence. Au niveau de la région et en particulier au Sahel, les admissions des cas de malnutrition aiguë pour le traitement et la prise en charge montre un nombre déjà élevé en cette période d'analyse. Les conflits, les crises sécuritaires, l'accès limité à des aliments diversifiés et abordables, le faible accès à l'eau potable, accentués par les impacts de la covid19, constituent les principaux déterminants. Ces facteurs aggravants combinés avec les éléments de risque en période de soudure augurent une dégradation de la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. situations nutritionnelles sont à prévoir pour la soudure juin à août 2021

**STABILITE** : la situation sécuritaire reste le principal élément perturbateur de la stabilité alimentaire dans la région. L'accès aux aliments est fortement perturbé par la situation sécuritaire dans les zones du Lac Tchad, du Liptako Gourma (zone des trois frontières entre le Niger, le Burkina Faso et le Mali), au centre et au nord-ouest du Nigeria (Kastina, Kaduna, Sokoto et l'Etat du Niger). De plus, du fait de la dégradation continue de la situation sécuritaire depuis plusieurs années, les ménages de ces zones et ceux déplacés subissent une forte érosion de leurs moyens d'existence. On compte plus de 5,6 millions de déplacés dans la région. Dans certaines zones, les activités saisonnières des ménages pourraient être ralenties, du fait de la pandémie de COVID-19.





## Méthodologie et difficultés dans l'analyse

Les présents résultats sont issus des analyses nationales qui se sont déroulées dans les pays du Golfe de Guinée, au Cameroun, au Nigeria et dans les pays du Sahel en février et mars 2021. Il en est de même pour certaines régions de la Côte d'Ivoire. Du fait de l'existence des projections déjà établies lors du cycle d'octobre 2020, les résultats du Bénin ont été intégrés pendant la consolidation régionale. Les analyses nationales ont été menées par les cadres nationaux sous la facilitation des membres du Comité Technique Régional du CH du CILSS et de ses partenaires régionaux (ACF, FAO, FEWS NET, FICR, IPC/GSU, OXFAM, PAM, et Save the Children).

Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultat sont essentiellement issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité (score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (HDDS), indice réduit des stratégies d'adaptation rCSI, échelle de faim des ménages (HHS), des analyses d'économie des ménages - HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence), des enquêtes nutritionnelles (MAG - P/T ou PB) et des données de mortalité (TMM5, TBM). Les analyses ont été renforcées par la prise en compte des facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité, assistance, Enquête conjointe HEA genre nutrition etc.) provenant des données collectées par les dispositifs d'informations nationaux.

Les analyses nationales ont été revues et validées par le Comité Technique Régional du CH lors de l'atelier de consolidation, tenu du 22 mars au 2 avril 2021 à Ouagadougou au Burkina Faso. Ce qui a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et leur validation. Ont pris part à ces travaux, les représentants techniques du CILSS, d'ACF, de la FAO, du FEWS NET, de la FICR, de l'IPC/GSU, du JRC-EC, d'OXFAM, du PAM et de Save the Children.

Les principales difficultés rencontrées lors des analyses nationales et de la consolidation régionale sont relatives :

- à des insuffisances de données récentes sur les indicateurs de résultat de nutrition et mortalité et des indicateurs sur la stabilité pour la majorité des pays;
- à une maîtrise insuffisante de la méthodologie et outils d'analyse du CH (convergence des preuves, analyses et estimations des populations) en particulier dans les pays du Golfe de Guinée ;
- aux limites et biais liés aux différentes approches de collecte des données (ENSAN, EFSA, mVAM, etc.) qui rendent difficile les interprétations des données et la construction de la convergence des preuves du fait la représentativité géographique limitée, la qualité ainsi que la cohérence globale de certains indicateurs générées à la suite de certaines enquêtes.



## Recommandations

Au terme des analyses, les recommandations suivantes sont formulées :

**Aux Etats membres du CILSS, de la CEDEAO et L'UEMOA de :**

- Assister les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle pendant cette période courante en phase de crise à pire, notamment, dans le bassin du Lac Tchad (Nigéria-Niger-Tchad), au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad, au Libéria, en Sierra Leone pour atténuer les effets de la crise alimentaire et nutritionnelle, améliorer la consommation alimentaire, protéger les moyens d'existence et sauver les vies humaines;
- Renforcer la résilience des populations pauvres notamment dans les zones classées en phase « sous pression » et « minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ; et engager des mesures de relèvement (filets sociaux, AGR...) des populations impactées par les mesures restrictives de la Covid 19
- Appuyer les actions de prévention des effets de la soudure pastorale et de relèvement ;
- Faciliter les mouvements de transhumance et le dialogue entre les pays de départ et ceux d'accueil pour une gestion apaisée et de proximité ;

- Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition dans les zones à travers des plans de réponses actualisés ;
- Collecter, traiter et diffuser des informations sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

#### Au CILSS :

- Plaider pour l'implémentation officielle des cellules nationales d'analyse du CH afin de faciliter l'appropriation des acquis méthodologiques du CH et de mieux mobiliser le financement des cycles nationaux sur fonds des budgets nationaux ;
- Poursuivre le renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé afin d'améliorer la qualité des analyses d'une part et de les rendre autonomes dans la conduite des analyses d'autre part ;
- Soutenir techniquement et financièrement les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Renforcer les initiatives en cours pour l'analyse genre dans le cycle du cadre harmonisé au niveau national et régional à travers une prise en compte dans la collecte des données SAN des indicateurs sur le genre ;
- Suivre et évaluer régulièrement la mise en œuvre des plans nationaux de réponses aux crises alimentaires et nutritionnelles.
- Poursuivre les efforts d'amélioration du processus des analyses de la sécurité alimentaire et nutritionnelle basé sur l'approche Cadre Harmonisé en particulier les aspects concernant les appuis aux analyses dans les pays, le contrôle de leur qualité et la diffusion des résultats pour la prise de décision.

#### Aux partenaires financiers :

- Poursuivre l'assistance alimentaire et nutritionnelle d'urgence aux populations en situation de crise ou pire afin de sauver les vies, prévenir la malnutrition et préserver les moyens d'existence ;
- Appuyer le programme d'extension des analyses du CH au Nigéria afin de couvrir la totalité du pays (les 20 Etats non encore couverts par les analyses du CH)
- Poursuivre les appuis techniques et financiers aux dispositifs nationaux de collecte de données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens d'existence

#### Contacts

##### Baoua Issoufou

Expert Analyste en Cadre Harmonisé

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 96 52 08 54

E-mail : Issoufou.baoua@cilss.int

##### Sy Martial Traoré

Expert Analyste en marché, chef DSAM

Tél. (227) 20 31 53 16 / GSM : (227) 97 15 78 82

E-mail : Martial.traore@cilss.int

#### Partenaires Techniques



#### Partenaires Financiers

